

Regard

# L'agriculture, une question de bon sens

Le Mag Culture n° 55 novembre 2008

Michel Godet

Professeur au Conservatoire national des arts et métiers

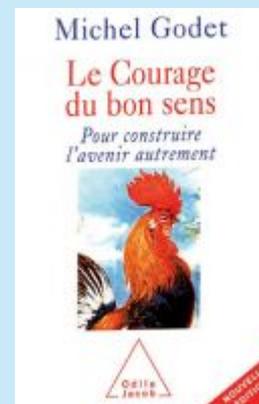
L'agriculture est saturée de signaux contradictoires et inquiétants, prise entre le fantastique yoyo auquel se heurtent les cours des céréales et du lait, la réforme de la PAC sous contrainte d'OMC, de Grenelle de l'environnement, de rejet des OGM, des pesticides et finalement de recul de productivité, de crainte de l'innovation. Volontairement ou non, les chocs pétroliers ont conduit à indexer l'ensemble des produits des filières agroalimentaires sur le prix du baril. Les jacqueries de l'histoire sont là pour nous rappeler que l'indépendance alimentaire est au moins aussi importante que l'indépendance énergétique. Dans un contexte de concurrence internationale, n'oublions pas non plus que l'agroalimentaire, avec le tourisme, sont les deux seuls secteurs où la France enregistre des excédents extérieurs. Si la France n'appartenait pas à la zone euro, ne bénéficierait pas de l'euro fort grâce à l'excédent de l'Allemagne, premier exportateur mondial, elle serait obligée de dévaluer sa monnaie tous les jours. Il faut certes retrouver la compétitivité économique mais aussi ne pas saborder le secteur agroalimentaire. Sinon la France serait reléguée au rôle secondaire de land agrotouristique de la zone euro.

## Manger ou se déplacer, faudra t-il choisir ?

Le risque de dépendance alimentaire n'est pas moins sérieux que celui de l'énergie. Il faudra en tenir compte dans les réformes de la PAC. A défaut, l'on risque de devoir choisir entre manger ou se déplacer. Car pour parvenir à substituer 10% de la demande mondiale en carburant en 2025, il faudrait y consacrer 410 millions d'hectares de terres cultivables, soit 29% de la SAU de la planète. C'est dire que l'apport de l'agriculture à l'indépendance énergétique restera limité par les contraintes de l'indépendance alimentaire. Depuis les accords de Berlin et le compromis de Luxembourg de 2003 il semble bien que la fin de la PAC traditionnelle soit programmée pour 2013. D'ici là, devrait progressivement s'instaurer la libéralisation des marchés, la diminution des subventions, y compris à l'exportation, et les aides directes aux agriculteurs. Il est vrai que 80 % des aides allaient aux 20 % des agriculteurs qui produisaient, le plus souvent de façon intensive, au détriment des ressources en eau et de l'environnement. Si réviser la PAC dans le sens du développement durable s'impose, le faire indépendamment de la pression des États-Unis ne sera pas moins important. L'Europe ne doit pas baisser la garde. Les aides sont un peu inférieures en volume aux États-Unis, mais plus élevées par agriculteur. Ce n'est pas le moment de démanteler chez nous, et sans réfléchir, ce que les États-Unis renforcent chez eux.



© Thierry Boulet



© DR

*Le Courage du bon sens, Éditions O. Jacob, mai 2008, 2ème édition, 22 €*

## **Non à l'application maximaliste du principe de précaution**

Si le développement durable est potentiellement un levier pour l'innovation, le principe de précaution peut en constituer un frein. On peut s'interroger sur les OGM et la recherche médicale sans pour autant les retarder chez nous, alors qu'ils se développeront de toutes façons ailleurs. L'agroalimentaire est menacé par un démantèlement inconsidéré de la PAC et par les concessions contradictoires aux écolos : rejet des pesticides et des OGM. Il s'agit bien de prendre des décisions dures, sur des informations molles, c'est-à-dire d'engager des mesures conservatoires et de lancer des études pour mieux comprendre. Mais les décisions ne doivent pas être trop dures sur des informations trop molles. L'application maximaliste pourrait s'avérer dangereuse et être un frein à l'innovation. Si avant d'agir ou de lancer un produit voire une recherche ou une expérimentation on doit prouver que cela ne comporte aucun risque, on va forcément paralyser l'action. Il n'y a pas d'action sans risque, et dans bien des cas le plus risqué serait de ne pas agir. Si nos parents avaient appliqué le principe de précaution, nous ne serions pas nés. »

*Mis en ligne le 18-11-2008 - Paru dans Le M.A.G. Cultures N°55*

